CONTRIBUTIONS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX AU RAPPORT DE LA COLLECTION "GOUVERNEMENTS LOCAUX ET DROITS DE L'HOMME" RECOMMANDÉE PAR LE CISDPDH

Maximum recommandé: 1500 mots

**1 Quels sont les défis actuels de votre municipalité en matière de droits de l'homme? Quelles sont vos principales priorités thématiques dans le domaine?**

La municipalité de Goicoechea est confrontée à plusieurs défis en ce qui concerne l’obtention de l’état de bien-être des citoyens par le biais des droits de l’homme; , il est prévu de consolider les coresponsabilités dans la construction du développement local.

En ce sens, la construction de l'idée de développement doit nécessairement y parvenir, le développement et l'idée que l'on en a à ce sujet coïncident avec l'imaginaire local, c'est-à-dire que le développement commence à ressembler à ceux qui vivent espaces dans le domaine du local, c’est vraiment là où l’espace prend forme et s’humanise, nécessitant un besoin d’investissement, au-delà de la construction d’infrastructures publiques, exigeant que les personnes urgent en ce sens de modifier les pratiques et les comportements liés à la valeur sociale des interactions communautaires, au-delà de l’imaginaire actuel en ce qui concerne l’espace et son utilisation pour le transit social.

Ce qui implique l'exercice de proposer des espaces où ceux qui croient ces conditions sont des personnes, des espaces où les personnes parviennent à se confondre avec leurs créations, car ces espaces se transforment en reflet du peuple qui les habite, c'est-à-dire la matérialisation de des objets qui le conforment, reflètent les sentiments et les significations qui s'y déposent culturellement et socialement, puis: "Le parc cesse d’être le parc et devient mon parc, dans le parc de tous" et qui implique une reconfiguration l'espace en tant que dépositaire des connaissances, des pratiques et des comportements locaux.

Cela nécessite également de fusionner la relation entre l'importance de l'espace et des personnes et de leurs interactions, devenant ainsi des impressions bidimensionnelles de la réalité, ce qui constitue, objectivement, le principal défi de la consolidation des espaces publics en tant que tâche des collectivités locales du lieu où elles se trouvent. ils matérialisent les droits de l'homme, étant entendu que le reste de l'investissement public concerne les questions d'ordre économique, la construction d'infrastructures, d'équipements et fournit des services liés à la mise en ordre de la ville.

Il existe certaines conditions nécessaires pour garantir le respect des droits de l'homme dans le domaine des affaires municipales. Le premier problème est la dépolitisation de la composante développement, car, si l'élaboration des politiques publiques est détournée par des questions électorales, La composante du développement est fondamentalement compromise, car dans ces cas-là, sa formulation répond aux intérêts individuels et aux personnes qui ont de réelles difficultés à accéder au développement. Ces personnes ne sont pas représentées dans ces intérêts individuels.

Dans cet ordre de choses, la construction de ce "sous-type de développement" est extrêmement excluante et vulnérable, limitant la possibilité de renforcer la participation des citoyens en tant qu'axe de démocratisation du développement, car les droits de l'homme et leur approche sont nécessairement médiatisés par: l’assistance sociale et c’est une construction sociale, ces objectifs doivent être renforcés par la coopération au développement aux niveaux local, national et international pour assurer l’efficacité de la conformité, mais surtout pour maximiser les ressources rares disponibles afin de garantir l’efficacité dans les actions proposées par le local.

Une autre façon de construire le développement dans le cadre des droits de l'homme consiste à renforcer les capacités locales dans différents domaines, ce qui, à notre avis, nécessite un exercice de regroupement des initiatives et des besoins pour la formulation de vastes domaines de travail et d'activités. qui, dans le cas particulier de la municipalité de Goicoechea, sont les suivants: développement social et culturel, développement économique durable, gestion de l’environnement et infrastructures routières et communautaires, intégrés à partir de la composante genre et socialement repensés en tenant compte d’éléments tels que le processus de vieillissement de la population, les flux migratoires , conditions de handicap et diversités, actions liées aux propositions du Nouvel Agenda Urbain (NAU) parmi ses trois objectifs fondamentaux: promotion de la qualité de la vie; une économie inclusive et compétitive; développement urbain durable et résilient et bien sûr, apportant une contribution significative aux 17 objectifs de développement durable.

Ce renforcement est concrétisé opérationnellement par le projet d'extension sociale "Mesas de Diálogo: co-responsabilités pour le développement durable", ces actions doivent être dimensionnées de deux côtés: un social et / ou une communauté qui nécessite des processus de sensibilisation, une mise en place de capacités mais par-dessus tout les espaces d'écoute et les interactions sociales et autres institutionnels à travers l'investissement public dans les processus d'installation de capacités pour les personnes qui facilitent les processus de construction à développement à travers, la dotation en outils et capacités, le produit de ce travail ce sont des outils de planification d'action citoyenne.

**2 Quelles lois, politiques et programmes avez-vous mis au point pour promouvoir et protéger les droits de l'homme? Comment la gouvernance des droits de l'homme est-elle structurée au sein de votre municipalité?**

Au sein de l'organisation administrative du gouvernement local de Goicoechea, il y a la direction du développement humain, qui fonctionne selon l'approche des droits de l'homme, une unité chargée de formuler des actions pour la consolidation du développement à partir d'éléments spécifiques tels que Ils sont détaillés ci-dessous:

Source: Licda. Cindy Chinchilla Araya, Dr. Luis D. Hidalgo Pereira, Direction du développement humain, Municipalité de Goicoechea 2019

Ces composantes sont des actions administratives d’attention et d’intervention des besoins des populations en situation de vulnérabilité sociale due au manque de conditions liées aux ressources et aux capacités d’accès à la conceptualisation locale du développement décrit ci-dessus.

Une autre des actions fondamentales menées concerne la coordination des processus avec les bureaux qui le composent, afin d'atteindre les objectifs proposés pour le respect des droits de l'homme dans des conditions d'équité sociale:

Source: Licda. Cindy Chinchilla Araya, Dr. Luis D. Hidalgo Pereira, Direction du développement humain, Municipalité de Goicoechea 2019

Portée locale pour rechercher le développement et la réalisation des droits de l'homme:

Parmi les principales avancées du gouvernement local

|  |  |
| --- | --- |
| **Actions spécifiques** | **Statut actuel** |
| **Politiques locales**  Déclaration du canton libre de stigmatisation et de discrimination  Politique de péréquation des chances de la municipalité de Goicoechea  Plan de développement cantonal 2019-2029  Plan gouvernemental du canton de Goicoechea 2017-2020  Politique d'égalité et d'égalité des genres  Stratégie nationale Sembremos Seguridad  Politique d'invalidité de la municipalité de Goicoechea.  Réglementation des bourses municipales pour l'éducation (2012)  Règlement interne contre la discrimination  Réglementation des aides temporaires et des subventions | Actif  En construction  En construction  Actif  Actif  Actif (coopération au développement)  Actif  Actif  Actif  Actif |
| **Projets:**  Tables de dialogue: Co-responsabilités pour le développement durable.  Intégration de la Commission internationale pour l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits de l'homme (CGLU)  Intégration à Cités et Gouvernements Locaux Unis.  Formation de l'observatoire international de la démocratie participative  Conception et mise en œuvre de critères professionnels concernant l'état de handicap, l'état de vulnérabilité, l'éducation, le logement, entre autres sujets spécialisés (Support technique pour les politiques publiques)  Ateliers de mémoire adultes plus âgés  Ateliers de théâtre pour les aînés inclusifs  Processus d'entreprenariat et de microentreprises visant les femmes inclusives  Actions communautaires pour la récupération d'espaces  Actions spécifiques liées à la santé: troubles de l’alimentation, modes de vie sains, discours sur le cancer du sein / tristesse et chagrin.  Groupes de soutien  Ateliers de prévention de l'intimidation  Accords de coopération avec des centres d’enseignement supérieur (travaux communautaires universitaires, stages)  Service de bénévolat pour professionnels | Actif  Coopération active au développement  Coopération active au développement  Coopération active au développement  Coopération active au développement  Études spécialisées actives  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif |
| **Les services**  Processus de formation pour fournir des compétences de communication afin d'améliorer l'interaction avec les personnes handicapées et les groupes à risque social et vulnérable.  Ateliers de sensibilisation aux droits de l'homme internes et externes  Processus d'installation de capacités de gestion pour les fonctionnaires en matière d'inclusion  Processus d'insertion professionnelle en partenariat avec le ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MTSS)  Bourses municipales pour l'éducation  Soins psychothérapeutiques inclusifs  Rapports techniques pour d'autres bureaux municipaux avec critères professionnels  Etudes socio-économiques  Programme de musique municipal  Lecture de programme depuis le berceau  Bibliothèque publique  Secrétariat technique du Conseil cantonal de coordination institutionnelle  Représentation à la Commission municipale des urgences  Lien institutionnel pour les situations de risque et de vulnérabilité sociale avec d'autres institutions locales | En construction  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif  Actif |
|  |  |

Certaines des actions mises en œuvre au cours de la période 2019, qui complètent ou répondent aux besoins sociaux, se réfèrent à: Tables de dialogue: coresponsabilités pour le développement durable, Politique d'égalité des chances pour les personnes handicapées, Manuels éviter les formes de discrimination et de violence à l'égard des personnes handicapées (alternatives au signalement), protocole de prise en charge des personnes en risque de problèmes sociaux, de la Commission de soutien aux projets liés à la sécurité et à la toxicomanie et à la réglementation de la participation des citoyens Municipalité de Goicoechea.

En termes de gouvernance, la participation sociale est évidemment un élément lié à l’évaluation de l’efficacité des politiques publiques. C’est pourquoi les actions visant à formuler des agendas sociaux, politiques et culturels partagés entre territoires tendant à la régionalisation des résultats de l'inclusion des besoins des groupes de population exclus de l'aide sociale, en termes de conditions d'accès, définis d'un commun accord, qui prend également en compte les spécificités culturelles qui répondent aux façon de faire les choses dans le monde, c’est-à-dire les interactions permettant d’identifier la richesse des identités locales et la signification de ces valeurs, c’est-à-dire la structuration de l’idée de gouvernance des droits de l’homme pour le gouvernement Local de Goicoechea.

**3 Comment votre municipalité travaille-t-elle à améliorer la coopération avec la société civile et à promouvoir la participation des citoyens à la gouvernance des droits de l'homme?**

Dans le cadre des principales actions de coopération avec la société civile, le projet de vulgarisation sociale "Mesas de Diálogo: des responsabilités communes pour le développement durable" a été développé depuis 2017, en raison de la nécessité manifeste de démocratiser la participation des citoyens en mettant l'accent sur: droits pour la construction sociale du concept de développement en tenant compte de sa dimension structurelle.

Au sein des actions correspondant à la période 2018, certains domaines stratégiques: développement social et culturel, développement économique durable, gestion de l’environnement et infrastructures routières et communautaires ont donné des résultats, dans lesquels l’ampleur et la spécificité des actions répondent à leurs objectifs. ils dépendent de la construction sociale participative de la conceptualisation du développement local.

Cette stratégie est mise en œuvre à partir de la responsabilisation des ressources disponibles et de l'identification sociale des besoins, menant à la formulation d'actions, avec la conviction que, en augmentant la participation des citoyens, on ne réalise pas seulement l'évaluation des politiques public, mais son utilisation comme outil de gestion pour la consolidation de nouvelles actions dans la génération de co-responsabilités, en plus de l'amélioration des interactions entre le gouvernement local et les personnes qui y résident.

La question de la coopération pour le développement est fondamentale pour la réalisation et la gestion de la gouvernance des droits de l'homme, car les ressources économiques, techniques, intellectuelles et politiques convergent dans cet espace en tant qu'outils pour la réalisation des droits des peuples.

En ce qui concerne la coopération locale-nationale, les accords de coopération sont gérés avec d’autres institutions, y compris des établissements d’enseignement supérieur, afin de proposer aux nouvelles générations de professionnels des espaces d’apprentissage et des actions opérationnelles pour améliorer les compétences acquises dans l’académie. Dans le même temps, les besoins des institutions sont satisfaits en fonction de la demande de services fournis et des actions spécifiques sont développées dans le domaine de la sécurité sociale et de la prévention du crime par la coopération avec le pouvoir judiciaire, par le développement de projets de vulgarisation sociale conçus par la Direction. développement humain, collabore également avec le ministère de la Sécurité publique à la mise en œuvre d'actions destinées à contribuer à la stratégie nationale de prévention "Sembremos Seguridad", qui encourage le développement intégral stratégie de coordination institutionnelle sejo cantonal de Coordinación Institucional (CCCI) dans laquelle sont créés des programmes pour la contribution locale au développement, différents espaces situés dans le canton et répondant aux besoins des secteurs de la santé, de l'électricité, de la sécurité, etc. urbanisme, eau potable et assainissement, éducation, logement, santé, développement social et économique, finances, vulnérabilité, telles que migration, handicap, entre autres dimensions représentées au niveau institutionnel.

Le projet "Mesas de Diálogo: Co-responsabilités pour le développement durable" a été partagé dans le cadre de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) sous la forme d'une proposition pour la période 2018 dans le cadre de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) , parvenu au rang de finaliste parmi les 60 meilleures propositions, reçoit également l'invitation à la création de la Commission pour l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits de l'homme, résultant de la coopération internationale au développement, publication d'un rapport disponible à l'adresse suivante: https://www.uclg-cisdp.org/es/actualidad/noticias/promover-el-development-human-de-la-mano-de-la-participaci%C3%B3n-y-el-focus-based

Ces participations ont fourni des ressources pour faire connaître et activer une série de liens internationaux pour la socialisation de bonnes pratiques et partager les ressources disponibles non seulement sur le plan économique, mais également sur le plan technique et intellectuel, au profit des communautés avec lesquelles des interactions sont développées. le cadre de la planification du développement en tant que stratégie pour la réalisation des droits de l'homme.

**4 Votre gouvernement met-il en œuvre des actions de sensibilisation ou de mise en œuvre des objectifs de développement durable?**

Oui, en ce qui concerne la sensibilisation aux objectifs du développement durable, des actions de sensibilisation sont menées dans le cadre des processus de la Direction du développement humain, parmi lesquelles sont identifiés, principalement le développement social et la gestion communautaire, la coopération. au développement et aux projets d'extension sociale, ceux-ci étant fondamentalement liés à la démocratisation du développement à travers la participation citoyenne avec une focalisation sur les droits, principalement à travers la structure des tables de dialogue des projets.

Avec les résultats du processus de consultation du projet, l'outil de planification est construit, mais surtout, la gestion de la communauté, à partir des plus petites unités administratives territoriales correspondant aux districts qui composent le canton, qui a été le résultat de l'exercice consistant à repenser le développement. en tant qu'élément de construction et produit de l'interaction des personnes avec l'espace local, de la méthodologie de l'enquête d'appréciation, y compris la construction d'infrastructures de développement culturel et la préservation et la reproduction du savoir social, la récupération et l'appropriation des espaces publics, nouvelles formes de participation sociale par le biais de la coresponsabilité dans la gestion du développement, la formulation d’actions tendant à renforcer les idées productives et l’entreprenariat local.

Cependant, il existe des actions liées au développement individuel et à l'amélioration des conditions de bien-être telles que les soins psychothérapeutiques, les études socio-économiques, les bourses municipales pour l'éducation et les processus d'employabilité, malgré l'effet de la participation à ces activités. processus est multiplicatif dans les conditions sociales de développement des ménages et des communautés.

**5 Quelles sont les demandes et quels liens à développer entre les gouvernements locaux et les administrations nationales et les Nations Unies en matière de droits de l'homme (décentralisation, ressources, processus de consultation, manque de visibilité ...)?**

Je crois que les revendications sont liées à la prise en compte de considérations du local dans les processus de planification des administrations nationales ou nationales. Nombre d'actions du national sont fiscales pour l'identité et la dynamique locale, puisque des décisions sont prises. les dirigeants sans prendre en compte les spécificités locales des espaces d’intervention, certaines collectivités locales ont formé du personnel ayant une connaissance approfondie de ces questions, cette ressource devrait être exploitée.

 Un autre problème concerne le manque de ressources et le manque de créativité locale, qui limitent dans certains cas l'accès des personnes aux ressources sociales en raison du manque d'outils pour l'investissement social, de la disponibilité limitée des ressources humaines pour les besoins sociaux. approche professionnelle et technique des problèmes sociaux des espaces locaux pour la mobilisation de ressources de coopération et la promotion de conditions propices au développement.

Il est nécessaire non seulement de développer des liens d'éléments discursifs, mais de proposer des stratégies d'évaluation sociale à partir du local, dans le but d'identifier les risques, les potentialités mais surtout les besoins dans la planification d'actions de développement qui favorisent la réalisation des droits de l'homme, Certaines des actions que nous considérons comme fondamentales à cet égard font référence à des problèmes structurels pouvant éventuellement prendre en compte les éléments suivants:

• Créer des commissions régionales pour l'homologation de certains éléments pour la construction du développement, intégrées par des représentants techniques non politiques du gouvernement local.

• Développer un outil d'évaluation local sur le respect des ODD

• Créer des structures par objectifs de conformité pour identifier les actions de développement, les ressources régionales disponibles et les besoins.

• Créer des liens entre ces structures ou commissions d'identification de la coopération pour le développement supervisée par le système des Nations Unies et leurs structures respectives.

• Créer une politique nationale ou des accords de coopération consolidant les structures proposées.